



Toutes et tous ensemble contre l'hôstérité !

Pas de pause estivale pour l'austérité...

Conséquences de l'austérité, des suppressions de poste et des manques d'effectifs à l'hôpital durant l'été, des services encore plus nombreux ont été fermés, notamment des urgences (Valognes, Firminy, Saint Vallier, Dreux...), contraignant les patient-e-s à rallonger les déplacements pour bénéficier des soins, avec les risques afférents. Même le SMUR a été fermé quelques jours à Mantes la Jolie !

Ces mesures prises par les bras du gouvernement dans la santé, les ARS (agences régionales de santé) préparent un nouveau tour de vis dans nos établissements. La loi de santé de M. Touraine qui sera débattue au Sénat en octobre va y contribuer en obligeant tous les hôpitaux publics à se rassembler d'ici le 1^{er} janvier 2016 au sein de « groupements hospitaliers de territoire » afin de multiplier restructurations, les collaborations avec le privé et d'imposer de nouvelles suppressions de postes.

Les luttes non plus n'ont pas faibli...

Les mobilisations et les grèves se sont poursuivies comme à Aigle, Chalons en Champagne, Dreux, Falaise, Saint-Dizier... mais isolées et éparpillées, elles n'ont pas permis des succès généralisés et durables. La population s'est aussi mobilisée contre les fermetures et les atteintes à l'accès aux soins.

Se mobiliser touTEs ensemble !

L'isolement des luttes, et les défaites, chacun de son côté, ça ne peut plus durer ! Imposons à nos organisations syndicales d'organiser et de coordonner la mobilisation d'autant plus que le gouvernement Hollande frappe toujours plus durement. Dans le cadre du « pacte de responsabilité » les employeurs sont exonérés de 10 milliards d'€ de cotisations sociale, ce

LA RÉFORME DE L'HÔPITAL PUBLIC EST-ELLE DANGÉREUSE ?



sont donc des recettes en moins pour les hôpitaux et nous en subissons les conséquences : gel des salaires, conditions de travail dramatiques, et 22 000 suppressions de postes en 3 ans. Le gouvernement prépare aussi la remise en cause de la durée du temps de travail. Lors de l'assemblée de rentrée du MEDEF, Macron, le ministre de l'économie, a

déclaré son amour au patronat tout en fustigeant les 35 heures. Valls, de son côté, a affirmé ne pas remettre en cause la durée légale du travail. Une totale hypocrisie, ce même 1^{er} ministre a instauré en juillet « une mission d'évaluation du temps de travail dans les fonctions publiques afin de proposer des évolutions de la réglementation » ! Nos directions remettent partout en cause les RTT. Demain, si nos collègues de l'AP-HP n'obtiennent pas satisfaction, l'offensive va s'aggraver dans tous les établissements. En cette rentrée, plus que jamais, avec celles et ceux de l'AP-HP et tous les hospitalier-e-s en lutte, l'heure est à la coordination de la mobilisation, à un mouvement d'ensemble de tous les hôpitaux pour faire cesser l'Hôstérité.